Document generated on 07/04/2025 5:58 a.m.

Relations industrielles
Industrial Relations

Sur la politique du plein emploi
On Full Employment Policy

François Perroux

Volume 10, Number 4, September 1955

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1022668ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1022668ar

See table of contents

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)
1703-8138 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Perroux, F. (1955). Sur la politique du plein emploi. *Relations industrielles / Industrial Relations*, *10*(4), 210–236. https://doi.org/10.7202/1022668ar

Article abstract

Introduction

1. The great depression — and mass unemployment — threatened political and industrial societies. In order to avoid a repetition of such a threat, one idea dominates the economic thought of the late decades: the establishment of full employment.

2. In order to reach this, two methods have been proposed, both inoperative.

1. The classical, because it does not recognize that wages are the largest variable factor in the total expense.
2. The Keynesian, because the chronic tendency to over-save and under-invest is non-existant; that the marginal efficiency of capital cannot be fully appreciated and that it presupposes the absence of bottlenecks.

Full employment must be a compromise between the maximum use of labour and other resources.

I—ONE FIGURE AND MULTIPLE SYMPTOM METHODS

Two methods may be used to prove the rationality of that compromise:

1. The one-figure method: over a certain percentage of the available labour force, unemployment is considered excessive. This method has serious limitations.
2. In order to avoid the deficiencies of the first method, Perroux proposes the multiple symptom method, i.e. an analysis of the tolerable lack of balance in expansion and growth in the following variables:

1. Global supply and demand of money.
2. Saving and investment.
3. Labour supply and demand.

According to him, full employment must be defined as a high level of correct employment, consistent with expansion and growth without unbearable lack of balance.

II—CRITICISM OF THE EFFECTIVE DEMAND POLICY

This criticism is made on a report of the U.N.O. (1949). The author sees two fundamental errors in the doctrine of the report:

1. the use of one-figure method setting a figure beyond which a whole series of counter-measures is set in motion;
2. a remanence of the General Theory "directed principally and wrongly towards the internal economy".

Ill—THE AIM AND MEANS OF THE POLICY RECOMMENDED

1. The type of economy: a more or less planned economy due to:

1. governmental controls through which the over-all flows are influenced and coordinated;
2. decentralised individual and group initiatives.

Therefore, the policy recommended by Mr. Perroux, is in reference to an economy which is not automatically regulated by the market and its prices.

The government instruments: the usual monetary and financial organizations: central bank, treasury.

IV—ACTUAL APPLICATIONS

Here is specified the contents of the tolerable lack of balance in expansion and growth in three cases:

1. The re-conversion and the freeing of exchanges;
2. The eventual contraction which would be brought about by a slump in the United States;
3. The planning of long-term growth on a world-wide scale.

V—FULL EMPLOYMENT AND ECONOMY' OF PROGRESSIVE FORM

The author concludes:

"We hope to have furnished some good reasons to the understanding of the unilateral and hasty character of the doctrine of full employment under its ordinary and Keynesian forms."

A society where full employment exists is not necessarily economically progressive. In order for it to be so, it is necessary that:

1. the technical invention therein be changed into economic innovation;
2. the economic innovation eliminate the enterprises of which the activity and procedure are absolete;
3. the surplus of real production be spread out to benefit all social categories;

and this in the shortest time and at the lowest cost to society.

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1955

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Sur la politique du plein emploi

François Perroux

L'auteur tente de démontrer ici l'insuffisence de la doctrine du plein-emploi sous ses formes keynésiennes. A partir d'un rapport de l'ONU (1949), il y fait une critique de la politique de demande effective. Il définit, ensuite, le type et les organes de l'économie à l'intérieur de laquelle s'inscrit la politique qu'il préconise et étudie les formes de cette politique dans trois cas: celui d'une économie procédant à une reconversion et à une libéralisation de ses échanges, subissant une contraction subséquente à un slump américain et organisant sa croissance de longue période à l'échelle du monde.

Un mauvais souvenir et une idée-force

La Grande Dépression (1929-1933) et ses suites ont prouvé qu'un chômage massif et persistant met en péril, même politiquement, les sociétés industrielles. Dans ces sociétés, par ailleurs, le devoir de travailler est admis par la conscience collective et pour qu'il s'exerce, il faut que, les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen étant respectés, l'économie offre des emplois à ceux qui sont capables et désireux de travailler.

Le « plein emploi » qui orne les Constitutions, les textes administratifs, les proses techniciennes et politiques, se présente à nous d'abord comme un très mauvais souvenir conjoint à une idée-force.

Deux « modèles » inopérants

Pour l'analyse moderne, la politique du plein-emploi commence au point où finissent deux recettes simples et également inacceptables: la recette du salaire d'équilibre et la recette de J. M. KEYNES.

Pas un économiste de métier ne se borne aujourd'hui à dire: l'offre et la demande de travail sont fonction du seul taux de sa-

PERROUX, FRANÇOIS, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

laire réel: si l'offre excède la demande, il faut abaisser le taux. En effet, le taux moyen de salaire réel est un élément de la structure des prix et des revenus, mais le salaire est aussi le plus large des flux globaux dans la dépense totale; la forme moyenne de la courbe collective d'offre de travail (supposé qu'elle puisse être construite) n'est pas nécessairement typique: la discussion de sa forme (élasticité) importe extrêmement; la recommandation suggérée est statique, elle suppose la concurrence complète.

Aussi bien, la recette de J. M. KEYNES est rejetée aujourd'hui; un économiste de métier ne se borne plus à dire: le chômage massif est dû à l'insuffisance de la demande effective (l'épargne étant assimilée à toute somme non dépensée) et à un sous-investissement (l'investissement étant déterminé par le rapport entre l'efficacité marginale anticipée du capital et l'intérêt monétaire courant). En effet, la tendance chronique à la surépargne et au sous-investissement n'est pas démontrée; l'efficacité marginale du capital qui ne peut pas s'apprécier globalement, se manifeste par catégories d'activités, diversement et successivement transformée par l'innovation; l'accumulation des liquidités provoque, passée une limite, l'accroissement de la consommation. Quant au remède, augmentation de l'investissement et de la demande de travail, accompagnée d'un faible abaissement du taux de salaire réel, il suppose l'absence de goulots d'étranglements et implique une psychologie ouvrière déjà dépassée.

La politique du plein emploi se formule au delà de ces modèles étrangers à l'actualité.

Le plein emploi comme compromis

Précisons notre problème d'un autre biais. L'utilisation *maxima* du travail (et des autres ressources) ne coïncide pas nécessairement ni spontanément dans les économies évaluées que nous observons, avec l'allocation *optima* du travail (et des autres ressources). Il en est ainsi parce que la concurrence n'est pas complète et parce que l'expansion et la croissance ne se font jamais en équilibre spontané. Pour ces motifs, les gouvernants et les agents économiques, cherchent par *voie de tâtonnements* des déséquilibres tolérables d'expansion courte et de croissance longue, ils sont amenés à divers *compromis* pratiques, *parmi lesquels les compromis entre emploi maximum et emploi optimum.* C'est correct à condition que l'on n'oublie pas que l'emploi maximum, en tant que tel,

n'est jamais un but économique et qu'il faut subir des pertes chaque fois qu'on s'écarte de l'optimum. [1]

Une politique du plein emploi est un *compromis pratique* dont il est indispensable d'éprouver, à chaque fois, la rationalité économique.

I

LA METHODE DU CHIFFRE UNIQUE ET LA METHODE DES SYMPTOMES MULTIPLES

La méthode du chiffre unique

Deux méthodes s'offrent pour tenter d'éprouver la rationalité du compromis.

J'appelle la première celle du *chiffre unique* et du pourcentage.

Sur expériences passées, on tient excessif un chômage qui dépasse tant pour cent (disons 3%) de la force de travail disponible. Ce pourcentage est évidemment calculé compte tenu de la structure de l'économie nationale. En France, le taux de chômage par rapport à la population active est très faible: cela ne signifie pas que l'emploi soit économiquement satisfaisant ni que le chômage ne soit pas « senti » par les travailleurs. Les 3% sont interprétés souvent comme un chômage frictionnel inéliminable comprenant certainement le chômage dû au temps de transfert de la main d'oeuvre d'une occupation à une autre et, éventuellement, le chômage saisonnier. La méthode amorce-t-elle simplement une recherche ? Il n'y a rien à dire contre elle. Déclenche-t-elle automatiquement des interventions globales ? Elle ne vaut rien. Un même pourcentage est plus grave ou très grave selon que la masse des chômeurs est un ensemble fréquemment renouvelé ou qu'elle est représentée continuement par les mêmes chômeurs et les mêmes catégories; un même pourcentage de chômeurs peut être dû à des chômages frictionnels, structurels, technologiques, cycliques et des gens peuvent chômer par le concours de plusieurs types de chômage; le chômage cyclique est engendré par un cycle plus ou moins aggravé par des circonstances exogènes ou historiques. Enfin, sur un tout autre plan, la force

(1) Le point théorique est indiscutable. Quant à la comparaison pratique de deux situations, l'une réalisée, l'autre possible, c'est une toute autre histoire. Cependant, il est des cas où la différence, au moins qualitative, est très apparente.

de travail disponible pour une même population active dépend elle-même des conditions et de la politique de l'emploi.

La méthode des symptômes multiples

Les insuffisances de la méthode du chiffre unique recommandent la méthode des symptômes multiples.

Elle consiste à analyser des déséquilibres tolérables d'expansion et de croissance et à en déduire une politique de l'emploi qui fait supporter le moins possible aux travailleurs les charges de l'adaptation. On refuse *en principe* la contraction courte et la stagnation longue et l'on recherche les adaptations économiques dans le sens contraire. On refuse aussi de privilégier une seule variable (l'emploi ou l'investissement) et d'admettre quelles adaptations puissent toujours se faire sans tenir compte des structures relatives des prix et des revenus. On cherche enfin à réduire au minimum pour les travailleurs les charges et les peines de l'ajustement. Le caractère « tolérable » d'un déséquilibre ou d'une charge de réadaptation se précise dans un milieu historique et son évaluation concrète est un acte politique. Encore l'analyse fournit-elle l'équilibre de référence qui a trois aspects principaux.

Cet exposé a pour but d'expliciter le contenu et l'usage de ces équilibres: je les formule, dès l'abord, en ces termes généraux.

L'équilibre monétaire global

Revenu dépensé + Crédit dépensé = Production intérieure + Production importée (ou: Production exportée payant la production importée).

(A)

L'égalité relie, pour un niveau donné des prix, la dépense monétaire globale à l'offre globale de marchandises. Elle exclut en principe l'inflation. Non sans raison, parce qu'une inflation chronique diminue à long aller le produit réel global, l'emploi et le revenu réel ouvrier. L'égalité relie les flux intérieurs et les flux extérieurs. Non sans raison: à long aller et en temps normaux, un déficit chronique de la balance des comptes diminue le produit réel global, l'emploi et le revenu réel ouvrier, — parce qu'il exerce une pression inflationniste à l'intérieur, —

parce qu'il engendre des formes anti-économiques de protectionnisme, — parce qu'il diminue la capacité normale d'emprunt pour affaires commerciales courantes.

On n'oubliera pas, bien sûr, qu'en longue période, la croissance ne peut se faire sans un accroissement de la monnaie disponible (par le canal du revenu et du crédit), accroissement correspondant à celui de la population et de la productivité; un système monétaire et bancaire qui le méconnaîtrait ferait foncièrement obstacle à la réalisation d'un niveau élevé et stable d'emploi, à long aller.

L'équilibre investissement - épargne

Investissement global et épargne globale sont appréciés ex ante; leur définition est précisée plus que dans certaines définitions courantes, et ces qualifications introduisent directement et ouvertement la critique des énoncés en termes de flux globaux.

Investissement privé en capital productif +

Investissement public en capital productif =

Epargne privée des individus + Epargne privée des entreprises + Epargne contrainte certainement réalisable et provoquée par l'Etat.

(B)

Cet équilibre investissement-épargne évoque, en longue période, une croissance équilibrée « à la E. DOMAR », où l'investissement additionnel est fait dans une mesure justifiée par l'épargne et par l'accroissement de la capacité productive.

C'est marquer la distinction entre investissement monétaire et formation du capital réel; si l'on veut, entre les deux effets de l'investissement, créateur de revenu monétaire et créateur d'appareil de production. Comme il n'est pas possible, dans un plan, d'exprimer avec une entière précision ces deux effets, le second surtout, il sera bon de faire apparaître aussi clairement qu'il sera possible la dimension de l'investissement global par catégories (immeubles d'habitation, immeubles de production, stocks) et la dimension des fonds investissables d'origine privée sur revenu courant (épargne des individus, épargne des entrepri-

ses). On observe, au cours des dernières années, une reconstitution de l'épargne privée dans les pays d'Europe et ce n'est qu'en la mesurant aussi précisément qu'il est possible, que l'on peut mesurer l'étendue de l'effort à fournir par le système bancaire et par l'impôt La « propension globale à l'épargne », confondue avec la « non-dépense » pendant une période est doublement floue, parce que l'épargne n'est pas toute accumulation de liquidité, parce que les épargnes des individus, des entreprises, des compagnies d'assurances, de l'Etat n'obéissent pas aux mêmes lois. Dans une économie décentralisée il existe une limite à toutes les formes de « non dépense » induites ou imposées par l'action de l'Etat. Au delà l'investissement est inflationniste et générateur de suremploi de la main-d'oeuvre.

L'équilibre, offre et demande de travail

L'offre et la demande de travail, on le répète, ne sont pas définies comme fonctions du salaire seulement, mais par rapport à un grand nombre de variables. Pour le moment, disons:

Offre de force disponible de travail =

Demande de travail productif.

(C)

L'offre de force disponible de travail étant fonction de la population active, du taux de salaire réel, du volume de l'investissement réel, la demande de travail productif étant fonction du volume d'investissement réel, du taux de salaire réel, des coefficients de fabrication.

Cet équilibre fait concevoir, en longue période, une position idéale où maximum et optimum coïncident. Toutes les ressources y compris la force de travail, sont employées; la force disponible de travail est aussi étendue qu'il est possible par comparaison à la population, le rapport travail-loisir est aussi grand que le permettent les institutions et les goûts des travailleurs; les salaires des travailleurs sont égaux à leur productivité marginale.

Les termes choisis sont tels qu'ils mettent en évidence les exagérations que l'on tire souvent du caractère « explosif », donc très instable, d'un degré très élevé d'emploi du travail. Ce degré étant très élevé, il

reste des réserves disponibles en raison du rapport variable entre force de travail et population, entre travail et loisir, entre appréciation subjective de l'effort laborieux, et des combinaisons possibles entre nombre de travailleurs employés et durée du travail.

Pour éviter dans la longue période l'usure ou l'amortissement incomplet du potentiel humain, un système étendu de sécurité sociale est nécessaire. Il ne se justifie pas par l'altruisme ou la générosité, mais selon le principe de l'économie des moyens, hommes inclus. Pour parler plus exactement, les hommes ne pouvant être confondus avec des instruments et des moyens, la sécurité sociale, complément de toute politique d'emploi, se justifie par l'humanisation des équilibres d'expansion et de croissance. Elle écarte les adaptations par mort et détérioration d'êtres humains. De plus, moyennant un système de sécurité sociale étendu, les hiérarchies de salaires et la rigueur de l'autorité et de la discipline dans la production peuvent être restaurées avec les moindres chances de conflits sociaux étendus et graves.

Ces balances comptables sont admises par toute analyse et toute politique modernes et utilisées par les plans. Leur libellé a subi de « légères modifications (« capital *productif* », « travail *productif* », certainement réalisables »), *destinées à éliminer une facilité excessive dans le maniement politique des comptes de la nation.* [2]

Le bon usage des balances comptables

Le bon usage des équilibres de référence, exprimés en chiffres, tirés des statistiques, appelle deux remarques.

1.—Nous usons des égalités dans un monde dynamique dont la loi est celle du changement. Il est animé par l'innovation (grande innovation économique, petites innovations de correction et d'adaptation). S'il existe une certaine inertie du capitalisme vieilli, il existe, non moins, une inertie congénitale aux plans, dans la mesure où ils déduisent un avenir d'un passé. Il serait recommandable de multiplier les hypothèses du plan touchant les changements dans les structures et les coefficients de production.

---

(2) P. GIRAUD a très opportunément appelé l'attention sur *l'équilibre économique* d'expansion de croissance au cours de la IXe Conférence Internationale des Problèmes Sociaux de l'Organisation du Travail (Royaumont, mai 1955) Cf. sa communication: « Influence de la productivité sur l'emploi dans le cadre national ».

2.—Ces équilibres expriment pour notre objet des maxima interdépendants mais n'énoncent rien, en eux-mêmes et par eux-mêmes, sur la meilleure allocation des ressources économiques, singulièrement de la force de travail. En l'absence d'un plan totalitaire, il doit donc subsister une raisonnable plasticité des structures: flexibilité des prix et des revenus, mobilités des facteurs et aussi une concurrence raisonnable, c'est-à-dire un dosage institutionnel des luttes et des coopérations qui favorise la diffusion des impulsions dans le système et réduise le freinage par les profits de monopole et la capacité inutilisés. L'ensemble suppose aussi des incitations vigoureuses à la croissance (recherche du gain) et des dynamismes de croissance (population, progrès).

Cette analyse toute préliminaire permet de dire ceci: un économiste, un gouvernement promet la lune quand il définit le plein emploi souhaitable autrement que comme: un niveau *élevé* d'emploi *correct, compatible* avec *l'expansion* et la *croissance sans déséquilibres insupportables.* [3]

Cette définition est formelle; son contenu positif apparaît par un surcroît de spécifications, sur cas concrets.

Je me propose cependant de démontrer ici deux propositions générales.

1.—La politique de l'emploi doit être entièrement reconstruite pour l'expansion et la croissance harmonisées. J. M. KEYNES a joué naguère un rôle en obligeant à tenir compte des adaptations par le revenu; ses schémas très spéciaux et très statiques sont utilisés maintenant à tort et à travers. Mais même après dynamisation de son système, dans son tableau des propensions ne figurent pas les deux propensions fondamentales: la propension à créer et la propension à travailler, définies en termes réels. [4]

---

(3) Sur la pluralité des notions de plein emploi en statique, voir Appendice I.

(4) La propension à créer est définie: le surcroît de production *dépendant de l'innovation* correspondant à un surcroît de gain. La propension à travailler: le surcroît de produit dépendant d'une intensité d'effort additionnel correspondant à un surcroît de salaire.

II

LA CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE LA « DEMANDE EFFECTIVE » ET DU RAPPORT DE L'O.N.U.

Nous possédons un document officiel pour éprouver la méthode du chiffre unique, les présupposés keynésiens qui la dominent et les conséquences fâcheuses qui la suivent: c'est le Memorandum des Nations Unies de décembre 1949, qui, quelque cinq ans après, paraît un peu démodé et passablement inactuel.

Le devoir du plein emploi

Chaque nation, on s'en souvient, est invitée à choisir et « annoncer » un niveau d'emploi qui définisse, en ce qui la concerne, le plein emploi. Si le chômage dépasse ce chiffre critique, il est considéré comme engendré par l'insuffisance de la demande effective et déclenche des interventions multiformes, préparées à l'avance. Ces mesures à posteriori prolongent un autre ensemble de mesures à priori, de manipulations des flux monétaires et des prix, annoncées par chaque Etat national pour abaisser le chômage jusqu'au taux critique.

Personne ne pouvant isoler le chômage dû à l'insuffisance de la demande effective, [5] le rapport examiné *tranche le noeud gordien* et demande aux services statistiques de chaque Etat, de livrer un « petit chiffre » qui est de grandes conséquences.

En effet, un taux critique étant officiellement entériné, la force contractuelle des Confédérations syndicales s'en trouve, qu'elle soit justifiée ou non économiquement, puissamment renforcée; l'opinion publique peut être mobilisée et manoeuvrée; elle n'est pas en état de discuter les détails techniques. Si un niveau global d'emploi n'est pas atteint, le gouvernement ne remplit pas son « devoir de plein emploi ».

Puis le taux critique est fixé par nation, grâce à des statistiques de chômage très imparfaitement comparables; la nation la plus prudente, celle qui se garde au mieux des pressions démagogiques et du zèle des

(5) Même quand on observe un fléchissement massif de la demande globale, il faut une analyse particulière pour dire à quoi il est dû, (par exemple à un excès d'investissement purement monétaire et apparent dans une période antérieure).

experts, a une position avantageuse sur le marché international. Aucun organe d'arbitrage n'est prévu; éventuellement, la coordination des politiques d'emplois est confiée à un comité consultatif d'experts. La discussion de taux critiques officialisés est une belle occasion de discordes internationales autant que nationales.

Le devoir d'importation

A l'échelle internationale, de toutes les recommandations présentées, une seule est originale: celle qui concerne la stabilisation du commerce international par le « devoir d'importation du pays qui n'a pas rempli son « devoir de plein emploi ».

Soit un pays, disons les Etats-Unis, qui n'a pas satisfait à ce dernier devoir: la baisse de son produit global entraîne, pour une propension marginale donnée et constante à l'importation, une baisse de ses importations en provenance du reste du monde. Pour obvier à cet inconvénient, deux moyens.

Le premier est de maintenir le niveau antécédent d'importations par voie d'achats gouvernementaux. Le gouvernement achète des marchandises à l'extérieur et constitue des stocks. Ce devoir global d'importation, qui ne tend à rien de moins qu'à faire de l'emploi de la main d'oeuvre quel qu'il soit qualitativement, la norme du commerce extérieur, étant évidemment difficile à justifier, le rapport en salue le caractère héroïque et passe à un autre moyen plus subtil.

Les inconvénients principaux de la contraction, aux Etats-Unis par exemple, viennent de ce que le reste du monde voit s'amenuiser ses réserves en or et en dollar. En revanche, les Etats-Unis dans notre exemple, voient augmenter leurs propres réserves en or et en devises fortes. On recommande, en conséquence, que le pays créditeur verse au Fonds Monétaire International, sous forme de dépôts, une somme égale au fléchissement annuel de ses importations dû à l'insuffisance de la demande effective. Le Fonds disposerait ainsi de moyens supplémentaires pour financer le commerce international, en raison de la pénalisation automatique des manquements au devoir de plein emploi.

Le malheur est:

— qu'il est pratiquement impossible de distinguer entre le fléchissement des importations dû à l'insuffisance de la demande effective et le fléchissement des importations dû à d'autres causes.

— Qu'il est toujours contestable d'imposer à un pays un devoir d'importations sous une forme quelconque, mais très spécialement d'exprimer ce devoir par le niveau d'une quantité globale.

— que la classe ouvrière dans tous les pays ne peut pas être présentée comme inévitablement bénéficiaire de ces dispositions exorbitantes, un niveau global d'emploi ne garantissant nullement (tout au contraire) des conditions correctes d'emploi en expansion et en croissance.

A la racine de la doctrine du rapport, il y a deux erreurs fondamentales: méthode du chiffre unique et une rémanence de la Théorie Générale orientée, principalement et à tort à l'économie interne.

Les moyens et le contenu d'une politique correcte de l'emploi élevé et stable doivent être trouvés ailleurs.

III

LE BUT ET LES ORGANES DE LA POLITIQUE PRECONISEE

Le type d'économie sur lequel nous raisonnons

Pour le quart de siècle devant nous, l'économie sur laquelle nous avons à compter fonctionnera à la fois grâce à des *supervisions globales*, oeuvres des pouvoirs publics, qui coordonnent et influencent les flux globaux et par des *initiatives décentralisées* des individus et des groupes. Cette économie n'est pas automatiquement réglée par le marché et par ses prix (aucune économie dans l'histoire ne l'a probablement jamais été).

Même en l'absence d'automatismes, une économie décentralisée a des propriétés remarquables.

Elle comporte des incitations puissantes à l'effort parce qu'elle donne carrière au désir de gain et dans une mesure contrôlable, au désir de puissance.

Elle tire un bon rendement de types humains très diversifiées; disons des psychologies faites pour le profit et la spéculation économique et des psychologies faites pour le salaire.

Elle offre une règle de jeu objective: fabriquer un produit vendable au moindre coût, en laissant ouvertes des possibilités, pratiquement larges, d'humaniser la production et la répartition.

Elle est souple et rapide, pourvu que sa logique de fonctionnement ne soit pas contrariée de parti pris. L'expansion, la croissance et le progrès s'y révèlent en des « points » d'où ils se diffusent à la fois par les transmissions du marché et par les transmissions résultant d'une politique consciente.

L'adaptation des organes de l'Etat

Dans ce type d'économie, qui possède une logique propre, comment combiner supervisions globales et initiatives décentralisées, pour notre objet ?

Sont nécessaires une organisation appropriée sur laquelle nous pouvons passer rapidement et des décisions fondamentales sur lesquelles nous devrons nous arrêter.

L'Etat moderne a des organismes monétaires et financiers (Banque d'Emission, Trésorerie, etc...) qui lui permettent d'agir sur les flux et les prix. La structure de ces organismes importe beaucoup moins cependant que celle du Pouvoir politique. La possibilité d'un *compromis* entre maximum et optimum d'emploi s'évanouit en l'absence d'un gouvernement stable et informé. La stabilité s'organise selon les pays. En France, par exemple, la dissolution du Parlement en cas de désaccord grave et persistant entre l'Exécutif et lui, aurait sans doute de bons effets. Quant à l'information du Pouvoir politique touchant l'économie, elle est bien distincte de la représentation des intérêts économiques: elle suppose un ministère économique ou son équivalent, armé de services permanents de recherche, d'information et de diffusion, ces services étant *animés d'un esprit pratique.*

L'Etat moderne possède aussi des organismes de placement, d'orientation professionnelle, de formation des adultes. Il y a beaucoup à faire (en France par exemple) pour augmenter la mobilité professionnelle et géographique de la main-d'oeuvre, pour intensifier et régulariser les collaborations entre entreprises, professions et Etat, en matière de formation technique et d'éducation du travail, pour diffuser et tenir à jour les demandes et les offres d'emploi. Mais on ne peut pas dire que tout

cela soulève des questions de principe. Il en va autrement du Plan indicatif et des *Lois-Programmes.*

Le plan indicatif (dont le titre et le contenu varient suivant les pays) est essentiel sous tous ses aspects et notamment en ce qui concerne la main-d'oeuvre. Mieux vaudrait l'appeler *état prévisionnel de moyenne période,* par opposition aux états prévisionnels de période infracourte (budgets économiques). Sur un relevé des emplois et des caractéristiques de la population pendant une période écoulée, il dégage les deux allures probables des uns et de l'autre pendant quelques années. En pur fait, les informations sur lesquelles il repose sont généralement incomplètes. Par construction, sous ses formes actuelles et courantes, il ne vaut que pour des transformations relativement lentes et faibles des structures. Il décrit des activités à excédent et des activités à déficit, tente de chiffrer l'excédent et le déficit et de favoriser les transferts. Ce serait bien trop peu pour fonder des maxima et des optima d'emploi, imposés par voie d'autorité. C'est assez pour favoriser l'élimination de quelques incompatibilités grossières et fournir un cannevas de raisonnement qui est, en principe bon, si le raisonnement n'est pas trop mauvais.

Les *lois-programmes* et les budgets pluriannuels expriment deux faits, savoir que les longueurs d'anticipations des pouvoirs publics ne sont pas celles des particuliers et que les périodes de construction, d'utilisation, d'amortissement du capital ne sont pas annuelles. Des réserves d'investissements possibles, étudiées par avance, choisies aux points les plus probables de la croissance la plus progressive sont constituées dans lesquelles les pouvoirs publics puisent, si l'on peut dire, au lieu d'être surpris par l'événement ou tentés par l'occasion politicienne. Ce ne sont pas seulement, ni nécessairement des travaux publics, mais des subventions à des travaux privés, augmentant les uns et les autres, directement ou indirectement, la productivité nationale.

IV

LES APPLICATIONS CONCRETES

Supposez que ces organismes soient efficaces, dotés de personnels compétents et capables, qu'en va-t-on faire ?

Ici se précise le contenu des déséquilibres supportables en expansion et en croissance; distinguons trois cas:

1. — La reconversion [6], la recherche des meilleures structures dans le monde libre où progresse lentement la multilatéralité des échanges.

2. — La contraction éventuelle qu'entraînerait un *slump* des Etats-Unis.

3. — L'organisation de la croissance longue, à l'échelle du monde.

Emploi — Reconversion et libération des échanges

En reconversion, le niveau très élevé d'emploi ne nous renseigne pas sur la vitalité des économies nationales, c'est-à-dire sur les perspectives d'emploi dans la moyenne période et il ne peut être pris comme une norme de politique économique. La Grande-Bretagne a, l'an dernier, 1% de sa force de travail en chômage, l'Allemagne 3,5%. La France a un pourcentage de chômeurs plus faible que l'Allemagne, pourtant l'emploi des ressources et du travail y est vraisemblablement plus discutable. C'est qu'en période de libération des échanges et de retour vers plus de convertibilité, la politique souhaitable de l'emploi est essentiellement une politique de *haute production* et de *haute productivité* intimement liée à la *plasticité* des *structures*. Quand, en fait, on progresse vers la multilatéralité — si mal et si lentement que ce soit — une politique *globale* d'équilibre sur période infra-courte, de l'offre et de la demande de travail est fautive. Le pays qui a les meilleures perspectives d'emploi à moyen (et à long) terme est celui qui élève le plus rapidement sa *production et sa productivité* en acceptant des adaptations de structures et les transferts de main-d'oeuvre correspondants.

Des conséquences en découlent, touchant les trois groupes d'équilibres que nous avons distingués.

A. — Les mots d'ordre de stabilité intérieure ou d'expansion sans inflation, expriment des réactions de défense contre une situation différente de peuple à peuple mais nettement caractérisée dans ses traits d'ensemble. *Un niveau élevé d'emploi est réalisé.* Sa stabilité dépend du rythme des dépenses d'armement et s'établit *malgré des distorsions* imposantes dues à plusieurs causes: pressions structurelles à l'inflation, rigidités et non contrôles des prix et des revenus, protectionnismes extérieurs. Ces distorsions doivent être finalement éliminées. Une politi-

(6) Mot inexact (pourquoi re ?) et hideux, comme d'autres, dans le vocabulaire des économistes.

que d'équilibre monétaire global à elle seule, et sans mesures de déblocage, contribuerait à maintenir les ressources économiques dans leurs mauvais emplois. C'est une politique monétaire *différenciée par secteurs* (crédits collectifs, mesures fiscales différentielles) qui doit remodeler un équilibre global de pseudo-plein emploi que les faits obligent à ramener à un équilibre de moins mauvais emploi sur un trend souhaitable de réduction des dépenses d'armement et de diminution des aides extérieures. L'augmentation relative de la *production des biens de consommation de base et de la production des biens exportables* et les politiques monétaires appropriées doivent composer le fondement sur lequel prennent appui les politiques d'élévation des productivités de réalisation plus lente. Le supplément d'emplois en moyenne période doit être attendu essentiellement de l'introduction massive d'innovations qui ont été retardées en Europe mais qui ne pourraient être absorbées dans un milieu qui resterait dominé par les distorsions héritées de la guerre et des réactions nationalistes.

B. — Dans le domaine de l'investissement, tout devient confus si l'on applique à la situation présente une doctrine crue de l'accroissement de l'investissement en tant que tel. Il est douteux qu'on puisse comparer entre elles les politiques d'investissement des pays européens en pourcentages d'investissements par rapport au produit brut. L'investissement efficient, en période de reconversion, s'apprécie par son effet sur le montant de la production sur l'élévation de la productivité et *sur l'équilibre de la balance des comptes.* Rarement les actions mécaniques du multiplicateur et de l'accélération se sont révélées aussi vaines et rarement ont été plus manifestement stupides, les bons mots keynésiens sur les trous qu'on creuse pour y enfouir des billets ou sur le papier-monnaie qu'on imprime pour ériger des pyramides. Nous avons à former des capitaux réels et *dans l'ordre d'urgence* où ils permettent les plus rapides adaptations aux demandes intérieures et extérieures de biens réels. Ces choix expérimentaux et ces ordres d'urgence sont d'autant plus impérieux que pèsent sur les investissements de réarmement et de l'autre, dans certains cas, les séquelles des à-coups et des pertes, engendrés par les plans d'équipement et de modernisation, quand ils sont trop peu attentifs aux sources de financement régulier. La reconstitution de l'épargne privée mobilisable sur le marché des capitaux est une nécessité dans une économie dont les structures doivent être plastiques et les vitesses de réaction élevées quand la concurrence internationale est accrue. En période de reconversion, chaque pays cherche par tâtonnements une nouvelle structure de sa production adaptée au marché international, c'est-à-dire tente ses meilleures chances pour un

avenir impossible à extrapoler à partir d'un plan dressé pour les périodes écoulées. Il commet les moindres erreurs en recherchant les « points de croissance » les plus nouveaux, c'est-à-dire en acceptant des transferts étendus de force de travail. [7]

C. — Quant aux équilibres sur le marché du travail, ils imposent des exigences analogues. On les précise sur trois points:

1° — Le salaire minimum interprofessionnel garanti, combiné à des prix agricoles fixés par l'Etat, est une servitude très lourde. Il est anti-économique parce qu'il est minimum, parce qu'il est interprofessionnel et parce qu'il est garanti. La tendance doit être au rétablissement d'un certain contact entre les salaires et les coûts de la vie par catégories de travailleurs et par régions. Les égalisations administratives (et politiciennes) des taux de rémunération diminuent le volume de production et la productivité et desservent par conséquent, en moyenne et longue période, les intérêts du travail dans une économie décentralisée.

2° — L'application pure et simple de l'augmentation du salaire à chaque augmentation de la productivité dans une industrie ne peut être défendue. Une augmentation de la productivité dans une branche peut être purement temporaire et si elle est durable, il est souhaitable dans le secteur des biens de consommation de base et dans le secteur de l'exportation qu'elle se traduise par une baisse des coûts et des prix. Cette baisse des coûts et des prix, par l'augmentation du produit réel et de l'exportation tend à augmenter l'emploi en moyenne période.

3°. — Il existe une certaine contradiction entre l'aménagement régional de l'emploi au sein d'une nation et l'adaptation de la concurrence intensifiée sur les marchés extérieurs. On ne peut pas en même temps prolonger des industries en déclin, soutenir des régions languissantes et concentrer les moyens sur les industries et les activités indispensables pour intégrer l'économie nationale aux marchés européens et mondiaux. Le compromis doit être cherché dans chaque cas. Son principe est, à notre sens, la constitution de foyers d'expansion et de croissance assez puissants et agissant dans un milieu de propagation assez sensible pour que les *régionalismes de gaspillage* soient réduits au strict minimum.

(7) Voir sur ce point l'intéressant rapport du groupe animé par M. PERROUX « Pour un plan d'expansion française » juin 1954, texte ronéotypé, 16 pages.

Pour remplir ses obligations de libération des échanges sans recourir indéfiniment aux faux semblants des taxes protectionnismes dissimulés, chaque pays doit renoncer — avec les transitions et les aides internationales appropriées — aux architectures de protections cumulatives qui l'ont isolé de l'économie européenne et mondiale, qui rendent impossible au gouvernement le *repérage même* des productivités relatives et par conséquent lui interdisent de choisir des mesures justifiées et cohérentes de correction.

Emploi et slump américain

La différence entre la contraction internationale dont nous pouvons être menacés et celle que nous avons subie, durant le XIXe siècle, réside dans deux faits: l'existence d'une économie dominante à l'échelle du monde (beaucoup critiquent la théorie de l'économie dominante, pratiquement tous l'appliquent); — la masse imposante des complications exogènes (distorsions et protectionnismes). Une « Grande Dépression » se déclencherait, demain ou après-demain, dans des économies encore plus dépendantes des Etats-Unis qu'en 1929-1933, mais où ils seraient beaucoup plus enclins à pratiquer une politique intérieure de soutien de l'emploi. Elle nous atteindrait aussi à un moment où nous n'avons pas encore rétabli un degré normal d'intégration au sein du monde libre.

Ces caractères probables d'une contraction mondiale induite sur les économies européennes imposent de modifier profondément nos conceptions du maintien de l'emploi par une politique anti-cyclique.

Dans une contraction sans complication exogène, la politique anti-cyclique [8] qui stabilise l'emploi est soumise à des limitations strictes.

L'accroissement compensateur du flux monétaire par élargissement du revenu disponible et par augmentation de la dépense publique suppose des mécanismes du marché qui ne soient pas faussées et soulève des difficultés théoriquement insolubles quant au moment et à l'étendu de l'intervention. Déclenchée trop tôt, elle empêche la liquidation des investissements excessifs et injustiés et il n'est pas de ligne de démarcation incontestable entre contraction fondamentale et contraction secondaire. Enfin, si la cause de la contraction est le fléchissement de la demande d'un pays dominant sur le marché extérieur, et si la contraction dure

(8) Sur la différence entre la théorie de la croissance équilibrée et la politique de la croissance harmonisée, voir Appendice II.

longtemps, des pays dont le coefficient d'exportation est appréciable, peuvent se trouver dans l'impossibilité totale de compenser par une politique nationale, la contraction induite.

Des limitations analogues s'imposent à l'investissement compensateur obtenu en engageant des tranches d'investissement public.

La médication est aveugle: nous ignorons les relations exactes entre investissement additionnel autonome et investissement induit et les effets de complémentarité décrits dans la théorie des blocs de développement (DARMEN) sont imparfaitement repérables ex ante et n'apparaissent pas sans délais. La médication est insuffisante en cas de contraction étendue et généralisée de la demande extérieure; pour fixer les idées, disons: on ne peut pas demander qu'en quelques mois ou un an des travaux publics compensent un fléchissement du revenu global de l'ordre de 20%, ni que, sans inflation et gaspillage insupportables, un pays vive durablement de ses travaux publics anticycliques.

Ces arguments valent encore pour les interventions portant sur le flux des salaires et le taux des salaires. Ce n'est pas en élevant le taux des salaires, mais en maintenant le niveau de la masse employée, qu'on corrige les effets de la contraction sur l'emploi. Si l'Etat parvenait à empêcher les licenciements, il empêcherait aussi les reclassements particuliers et l'assainissement global. C'est une politique de taux de salaires flexibles combinée à une offre compensatoire d'amorçage qui rend supportable la contraction et hâte la reprise. Mais cette offre dépend directement du volume de la monnaie et de l'investissement et se trouve donc tenue dans les mêmes limites qu'eux.

La conclusion est *très inquiétante.* Supposez même une activité heureusement hétérodoxe des Etats-Unis pour soutenir leur emploi et leur produit global, les politiques anti-cycliques nationales en Europe seraient probablement vouées à l'insuccès.

C'est un soutien international d'une nature, d'une technique et d'une ampleur entièrement inédites que nous devons envisager.

Nous le voyons sous la forme d'une *Agence Internationale de Soutien,* distincte des deux organismes de Bretton-Woods qui, même remaniés, ne rempliraient pas aisément cet office. Elle ne serait pas une nouveauté: peu après la fin de la guerre, un grand libéral, Jacob VINER, avait lancé l'idée du « troisième pilier » de Bretton-Woods, sans s'attarder, du reste, à sa description.

Cette Agence Internationale, avec participation des Etats-Unis et des nations membres, comporterait deux Services ou Départements. L'un *Département du Stockage,* pratiquerait, en tout temps avec nos agences régionales, la politique compensatoire d'achat à un prix minimum et de vente à un prix maximum des matières premières principales et des grandes denrées stockables. L'autre *Département du Financement,* servirait d'intermédiaire pour des opérations commercialement impossibles sans lui. *Pendant la durée de la contraction,* il subventionnerait, aux points choisis par lui, soit les acheteurs, soit les vendeurs. Il maintiendrait donc, indépendamment de la politique nationale de l'économie dominante, un volume de débit « artificiel » et permettant de franchir la passe. Cette aide ne serait accordée qu'aux nations qui, par ailleurs, pratiqueraient, pour leur propre compte, et, éventuellement, par groupes régionaux une politique favorable au redressement de l'ensemble.

Les détails d'organisation peuvent varier. L'important est de comprendre qu'un chômage induit par une économie mondialement dominante, en contraction durable, ne peut être éliminé que par des moyens eux-mêmes mondiaux et qui n'ont aucun rapport avec le néo-classicisme ou les recommandations quasi-nationalistes de J. M. KEYNES.

Emploi et croissance sur très longue période

Nous sommes convaincus que la croissance de l'emploi en très longue période, est dépendante d'un recul effectif des vieux et des jeunes nationalismes. Nous avons tant de fois exposé notre thème de l'économie mondiale conçue comme un réseau d'échange tissé autour de pôles de croissance et non pas comme une marqueterie de nations (parfois économiquement *apparentes*) que nous nous bornerons ici à quelques indications brèves. Dans les pays sous-développés, l'élimination des « chômages déguisés » est inconcevable sans le passage d'un système économique à un autre, de l'économie naturelle et artisanale à l'économie capitaliste, c'est-à-dire sans la création de types économiques nouveaux. Elle se fait, présentement, autour des centres de croissances implantés par de grands monopoles capitalistes, épaulés par leurs Etats respectifs et au bénéfice principal de ces groupements et des impérialismes qu'ils servent ou dont ils se servent. D'où des gaspillages étendus de moyens rares, des croissances cantonnées, non reliées à l'environnement, des troubles internationaux persistants, même quand le colonialisme politique et juridique est officiellement abandonné. Des *Centres Ré-*

gionaux de Développement (il s'agit de régions du monde, financées à frais communs par des nations incapables de soutenir isolément leurs territoires d'Outre-Mer, et pratiquant une politique de développement humain propre à faire oublier les souvenirs colonialistes, fournissant, à notre sens, les fondements d'une politique de développement favorables aux mouvements de capitaux privés et à l'essor des débouchés extérieurs). La croissance du XIXe siècle n'a pas été l'oeuvre des seules grandes entreprises, mais bien celle de ces entreprises appuyées par la politique de puissants Etats nationaux; elle n'a été « spontanée » que dans une mesure limitée. La croissance du XXe siècle, condition du développement de l'emploi en période séculaire, sera vraisemblablement elle aussi l'oeuvre de l'entreprise privée et des Etats, mais des Etats, qui, s'ils n'acceptent pas une politique de solidarité, resteront menacés par la guerre des mondes et par la stagnation des régions les moins favorisées.

Les Centres Régionaux de Développement, constitués en la forme d'organismes d'économie mixte, ne sauraient être considérés comme une simple vue de l'esprit. Ils sont au point de rencontre d'initiatives que chacun peut déjà observer. Des *ensembles industriels,* disons des complexes formés par des centres d'industries extractives, des centres de transformation, des moyens de transport et des noeuds de trafics, ont été conçus et quelques-uns sont déjà en voie de réalisation. Souvent, ils ne sont ni financés, ni équipés par une seule nation, mais bien par plusieurs. Ils ne se développent pas sans consultations politiques entre gouvernements. Ils seront, de plus en plus, contraints de pratiquer une politique sociale qui tienne compte des besoins des populations indigènes et ne se préoccupe pas uniquement du profit privé. Les Centres Régionaux envisagés ne feraient qu'officialiser, régulariser les organisations embryonnaires. Pour éviter les doubles emplois, ils devraient être coordonnés par un Fonds Mondial de Développement issu de la Banque Internationale profondément transformée, retrouvant les dimensions et l'ampleur d'objectifs qu'elle avait dans l'esprit de certains experts clairvoyants et qu'elle a peu à peu perdues, durant les négociations difficiles de Bretton Woods.

V

PLEIN EMPLOI ET ECONOMIE DE FORME PROGRESSIVE

Nous souhaiterions avoir fourni quelques raisons précises de comprendre le caractère unilatéral et sommaire de la doctrine du plein emploi sous ses formes keynésiennes ou banales.

La recherche des équilibres en expansion et en croissance est indépendante de la recherche systématique du plein emploi en période infra-courte ou courte. Le degré élevé et stable de l'emploi doit être et d'abord dans l'intérêt du monde du travail *dissocié* des simplismes et des slogans touchant le plein emploi et *associé* à une doctrine de la société économiquement progressive.

Une société a *une forme* économiquement progressive.

— quand l'invention technique s'y transforme en innovation économique dans les moindres délais et aux moindres coûts sociaux;

— quand l'innovation économique y élimine les entreprises, les activités et les procédés relativement peu efficients, dans les moindres délais et aux moindres coûts sociaux;

— quand les inégalités productives y sont soigneusement respectées;

— et quand le surcroît de produit réel se diffuse dans les moindres délais et avec les moindres résistances au bénéfice de toutes les catégories sociales.

Ces conditions sont celles de la meilleure utilisation dynamique de toutes les ressources matérielles et humaines; elles sont compatibles avec des *forces institutionnelles de répartition très variables.* Mais, en des formes institutionnelles quelconques, elles mettent au premier rang des exigences que toute doctrine du plein emploi dissimule à quelque degré, consciemment ou non. Le travail de direction et d'exécution doit être porté aux points de sa meilleure utilisation; la lutte doit être menée en permanence contre les rigidités des structures économiques et *mentales.*

Plus essentielle que la logique de la *propriété* ou la logique du *travail,* est la logique de la *création.*

* * *

APPENDICE I

PLURALITE DES NOTIONS DE PLEIN EMPLOI EN STATIQUE [9]

Pour Lord W. BEVERIDGE [10] le plein emploi est un état de l'économie où il y a toujours plus de postes vacants que de travailleurs ou employés.

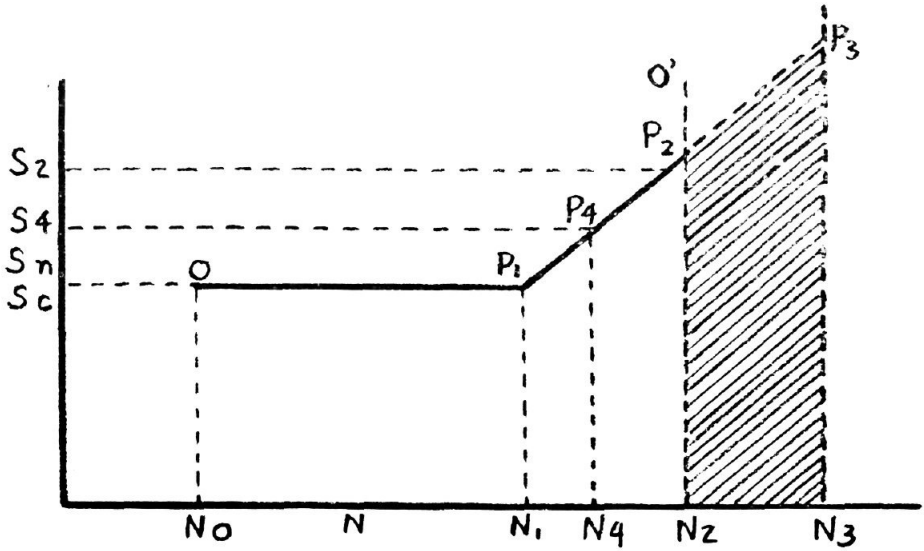
Pour une durée du travail légalement déterminée, l'économie ne fonctionne en état de plein emploi que si l'offre globale de travailleurs par les employeurs est toujours supérieure (au moins *un peu* supérieure) à la demande de travail.

L'auteur souhaite construire une économie où, par excès permanent d'offre de travail, l'infériorité de la situation du travailleur en régime capitaliste se trouve compensée. Le marché du travail, à ne considérer *que* les conditions de l'offre et de la demande *globales,* serait un marché sur lequel la prépondérance, la dominance appartiendrait aux travailleurs.

Pour que, dans ces conditions, une pression inflationniste engendrée par la pression salariale ne s'exerce pas, il faudrait que la productivité moyenne s'élève régulièrement et nécessairement en même temps que le salaire moyen, que la productivité moyenne se répartit par ailleurs de telle façon entre production des biens de consommation non ouvrière qu'il n'en résulte pas d'inflation relative dans l'un ou l'autre secteur. On ne peut pas prouver qu'il en est nécessairement ainsi, quand le travailleur est sûr que l'offre de travail excède la demande de travail, en régime de concurrence approximative, il a tendance à relâcher son effort par unité de salaire nominal ou par unité de temps. En régime syndical, il pousse son syndicat à obtenir le salaire nominal le plus élevé dans sa propre branche. Or, la puissance contractuelle de chaque syndicat considéré dans ses caractéristiques syndicales et dans ses liaisons à la politique générale n'est pas égale. Les inégalités dues à la puissance relative des syndicats n'ont aucune raison d'être « tempérées par » ou de « se régler sur » les exigences de la productivité pour l'ensemble ou les exigences de la productivité relative dans les différents secteurs.

(9) Pour plus de détail, je me permets de renvoyer à mon article « L'indétermination du plein-emploi » Banque - Paris, sept. 1950.

(10) « Full employment in a free society » London 1944, pp. 18-20.



La définition de Lord W. VEVERIDGE est donc, prise au pied de la lettre, le moyen le plus sûr *d'organiser systématiquement* l'inflation par la pression salariale dans une économie en croissance. Nous la négligerons.

Cette élimination faite, restent *quatre notions de plein emploi* qui peuvent être figurées par quatre points sur la courbe coudée d'offre de travail: (Voir schéma page 232).

Sur l'axe des y, le salaire nominal Sn; sur l'axe des x: l'emploi, le nombre des travailleurs pour une durée légale donnée, fixe et respectée, du travail.

Une fraction de la courbe d'offre globale de travail est parallèle à l'axe des x. Cela exprime que pour un salaire courant Sc, l'emploi est indéterminé; sa détermination dépend de la place de la courbe de la demande collective de travail.

a) Point P^1

Il marque l'élimination du chômage involontaire. Le chômage involontaire est le nombre (P^0P^1) de travailleurs qui accepteraient de tra-

vailler au taux courant de salaire nominal pratique (Sc) et qui ne peuvent le faire parce que la demande globale de travail est insuffisante (elle se trouve en un point quelconque sur la gauche du point P^1).

b) Point P^2

C'est le point à partir duquel l'élasticité globale de l'offre de travail par rapport au salaire nominal est égale à zéro. Si un taux de salaire un peu plus élevé que S^2 était pratiqué, il n'en résulterait aucune offre additionnelle de travail; à partir du Point P^2 la courbe d'offre de travail devient entièrement inélastique, c'est-à-dire parallèle à l'axe des y, l'élévation du taux de salaire a épuisé les ressources de travail susceptibles d'être obtenues par les seuls moyens de l'économie *libre*. L'emploi a atteint les limites absolues de l'économie libre. (Au delà de P^3 vers la droite, nous entrons dans la zone de l'emploi des moyens de contrainte.)

c) Point P^3

Il est marqué par la partie hachurée. L'emploi P^3 n'appartient plus à l'économie libre à base d'entreprise et de marché. Le travail ne peut pas être accepté ou refusé. Il est imposé aux sujets valides par une décision publique qui utilise la contrainte publique. C'est elle qui détermine, outre les sanctions, les salaires nominaux (éventuellement plus élevés pour certaines catégories que S^2), le prix des biens de consommation ouvrière, la durée du travail et la durée du loisir s'il y en a. C'est le plein emploi de la planification autoritaire. Il est usité par les pays socialistes qui la pratiquent et par les pays non socialistes sous des formes appropriées, limitées et éventuellement assouplies, en temps de guerre. Il s'établit à la limite *absolue* de l'économie qui accepte d'user de la contrainte.

d) Point P^4

Il désigne conventionnellement l'emploi (P^4) tel qu'il s'établit par élimination du chômage qualifié éliminable. Ce chômage se définit par une théorie du chômage qualifié *inéliminable*.

Dans une économie qui est fondamentalement organisée sur les bases de l'entreprise et du marché et qui connaît le progrès technique et économique, la main-d'oeuvre ne peut être ni juridiquement ni économiquement *fixée*. Sans quoi tout progrès économique serait exclu.

APPENDICE II

DIFFERENCE ENTRE LA THEORIE DE LA CROISSANCE EQUILIBREE ET LA THEORIE DE LA CROISSANCE HARMONISEE

Plusieurs auteurs, on le sait, notamment R. F. HARROD, E. DOMAR, ont construit théoriquement des croissances équilibrées. [11]

Notre croissance harmonisée est essentiellement une croissance effective, corrigée par une politique appropriée. C'est la croissance qui a lieu au maximum du produit global ou à son voisinage avec les fluctuations minima, c'est-à-dire par élimination des fluctuations éliminables, et avec les seules inégalités dans la répartition du produit qui sont nécessaires à l'obtention du maximum. D'autres traits s'ajoutent à ceux-ci: notamment la réduction, en longue période, des tensions de croissance à l'intérieur d'une même économie nationale et entre économies de structures et de niveaux de croissance comparativement différents.

Certes, R. F. HARROD, par exemple, préconise une politique anticyclique et, comme tout économiste, aborde par un biais la politique de croissance harmonisée. Mais sa croissance corrigée par une politique anticyclique ne coïncide pas avec sa notion de croissance justifiée (warranted), (équilibrée). Tout au rebours, c'est parce que la croissance justifiée est *très instable* que la politique anticyclique est recommandable. Nous n'avons pas la possibilité de développer ce point ici; nous tenons à marquer seulement que: la politique du *plein emploi* n'est qu'une expression inexacte et avortée de la politique de la *croissance économique harmonisée.* J. M. KEYNES n'a eu de cette dernière qu'une intuition vague. *La plus féconde partie de sa recherche est aussi la moins élaborée.*

Considérée comme un acheminement à une politique de la croissance harmonisée, la politique du plein emploi sous les formes et dans les limites que lui donne J. M. KEYNES est définitivement erronée. *La protection des forces et des dynamismes de la croissance importe encore bien plus que son harmonisation.* Le but n'est pas la pleine occupation mais le plus grand bien-être grâce à un produit réel *optimum* et aussi

(11) Voir EMILE JAMES, *Histoire de la pensée économique*, 2 volumes, P.V.F., 1955.

élevé qu'il est possible. Les moyens consistent en un ensemble de mesures propres à valoriser et à arbitrer les choix des unités et des groupes libres et *non pas* en un *ajustement sur le papier* de quantités globales ou de flux globaux. L'égalisation de colonnes de chiffres n'a aucun rapport — même lointain — avec les équilibres *réalisables* et les fluctuations *tolérables* de l'emploi des ressources économiques, dans une économie concrète en régime de croissance.

SUMMARY

ON FULL EMPLOYMENT POLICY

Introduction

1. The great depression — and mass unemployment — threatened political and industrial societies. In order to avoid a repetition of such a threat, one idea dominates the economic thought of the late decades: the establishment of full employment.

2. In order to reach this, two methods have been proposed, both inoperative.

i) *The classical*, because it does not recognize that wages are the largest variable factor in the total expense.

ii) *The Keynesian*, because the chronic tendency to over-save and under-invest is non-existant; that the marginal efficiency of capital cannot be fully appreciated and that it presupposes the absence of bottlenecks.

3. Full employment must be a compromise between the maximum use of labour and other resources.

I—ONE FIGURE AND MULTIPLE SYMPTOM METHODS

Two methods may be used to prove the rationality of that compromise:

i) The one-figure method: over a certain percentage of the available labour force, unemployment is considered excessive. This method has serious limitations.

ii) In order to avoid the deficiencies of the first method, Perroux proposes the multiple symptom method, i.e. an analysis of the *tolerable* lack of balance in expansion and growth in the following variables:

1) Global supply and demand of money.

2) Saving and investment.

3) Labour supply and demand.

According to him, full employment must be defined as a high level of correct employment, consistent with expansion and growth without unbearable lack of balance.

II—Criticism of the Effective Demand Policy

This criticism is made on a report of the U.N.O. (1949). The author sees two fundamental errors in the doctrine of the report:

i) the use of one-figure method setting a figure beyond which a whole series of counter-measures is set in motion;

ii) a remanence of the General Theory "directed principally and wrongly towards the internal economy".

III—The Aim and Means of the Policy Recommended

1. The type of economy: a more or less planned economy due to:

i) governmental controls through which the over-all flows are influenced and coordinated;

ii) decentralised individual and group initiatives.

Therefore, the policy recommended by Mr. Perroux, is in reference to an economy which is not automatically regulated by the market and its prices.

2. The government instruments: the usual monetary and financial organizations: central bank, treasury.

IV—Actual Applications

Here is specified the contents of the tolerable lack of balance in expansion and growth in three cases:

i) The re-conversion and the freeing of exchanges;

ii) The eventual contraction which would be brought about by a slump in the United States;

iii) The planning of long-term growth on a world-wide scale.

V—Full Employment and Economy of Progressive Form

The author concludes:

"We hope to have furnished some good reasons to the understanding of the unilateral and hasty character of the doctrine of full employment under its ordinary and Keynesian forms."

A society where full employment exists is not necessarily economically progressive. In order for it to be so, it is necessary that:

i) the technical invention therein be changed into economic innovation;

ii) the economic innovation eliminate the enterprises of which the activity and procedure are absolete;

iii) the surplus of real production be spread out to benefit all social categories;

and this in the shortest time and at the lowest cost to society.